

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

Le programme est destiné à soutenir le secteur privé concerné par les chaînes de valeur forêt. Au niveau du secteur privé, les acteurs clés sont les grandes, petites et moyennes entreprises, leurs syndicats et organisations professionnelles (ex. UFIGA, Union des Forestiers et des Industriels du bois au Gabon, ATIBT, Association Technique Internationale des Bois Tropicaux). Le partenaire institutionnel principal est le Ministère des Eaux et Forêts, en particulier à travers la Direction Générale des forêts (DGF), la DG des Industries, du Commerce du Bois et de la Valorisation des Produits Forestiers (DGICBVPF), la DG de la Faune et des Aires Protégées (DGFAP) et l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN). Les autres parties associées sont le Ministère de l'Economie et des Participations incluant la Caisse de Stabilisation et de Péréquation (CAISTAB), le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Conflit Homme Faune, le Ministère en charge de l'Agriculture, les autorités locales et la société civile.

Les ONG liées à la préservation de la biodiversité, à la gouvernance environnementale et au développement local déjà actives au Gabon seront impliquées, à l'instar des ONGs internationales telles que WWF, WCS, TNC, Conservation Justice, EIA, Panthera, Space For Giant, le PEFC et le FSC, Client Earth, Nature+ et des ONGs et associations nationales comme Brainforest, Keva Initiative, Muyissi environnement et la plateforme Gabon Ma Terre, Mon Droit. Des collaborations seront également entretenues avec des universités et institutions de recherche dans le domaine des ressources naturelles et de la biodiversité, nationales (ex. CENAREST), internationales et européennes (CIRAD, IRD).

Les synergies avec les autres partenaires au développement, européens et non européens, intervenant dans le secteur de la gestion durable des forêts seront maintenues, notamment dans le cadre du CAFI (Central African Forest Initiative) et du PFBC (Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo) qui constituent des espaces de dialogue et de coordination dédiés à ces questions. Plusieurs programmes nationaux et régionaux sont notamment financés par la coopération française, allemande, britannique et américaine, la BM, la BAD ainsi que des fonds philanthropiques (ex. BEZOS).

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de « **Promouvoir la transition et l'économie vertes au Gabon** ».

L'objectif spécifique de cette action vise à « **Consolider les chaînes de valeur Forêt conformément aux objectifs de gestion durable, de réduction des émissions de GES, d'adaptation aux changements climatiques et de conservation de la biodiversité du Gabon** ».

Les produits de cette action contribuant à l'objectif spécifique sont les suivants :

1.1 : L'environnement réglementaire, technologique et financier pour le développement et le renforcement des chaînes de valeur forêt est amélioré, tout en favorisant les meilleures normes sociales et environnementales.

1.2 : Le secteur privé bénéficie d'un soutien pour lui permettre de répondre aux nouvelles exigences des marchés et mener des actions pilotes visant le développement de filières à haute valeur ajoutée, créatrices d'emplois, en prenant en compte les objectifs de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité.

1.3 : L'exploitation des ressources naturelles est plus équitable, inclusive et transparente grâce à une participation efficace de la société civile.

3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1 :

a) Faciliter la coordination du programme ; b) promouvoir un cadre légal, fiscal et normatif, simplifié, inclusif et incitatif sur les différentes filières Forêt en appui aux instances gouvernementales et aux organisations professionnelles, en intégrant les objectifs de lutte contre les changements climatiques et de protection de la biodiversité ; c) accompagner le gouvernement et le secteur privé pour définir des processus plus efficaces et performants sur les différents maillons des filières, incluant des études de faisabilité pour des processus innovants